

vement de masse de la population, explosif redouté par toute autocratie

Dans le cadre de l'un de ses grands projets de recherche, M^{me} Geddes et ses collègues ont étudié l'évolution de 280 régimes autocratiques entre 1946 et 2010, année après année, examinant près de 5.000 ensembles de données. Leurs conclusions permettent de déterminer les dictatures qui ont le plus de chances de survivre, celles qui vont laisser place à une démocratie et celles qui vont être soumises à une nouvelle dictature ou au chaos. Leur travail a également permis d'identifier les facteurs qui ont une incidence sur la stabilité des dictatures.

« Notre regard sur les protestations est influencé par notre perspective démocratique », explique M^{me} Geddes. « Nous observons des manifestations et pensons que le système perd de son soutien. Pour autant, des protestations ont rarement suffi à renverser des dictatures : ces dernières n'échouent que lorsqu'elles perdent le soutien des élites. »

Poutine n'est pas en grand danger

En fin de compte, il s'agit aussi d'une question de nombre. Plus les personnes faisant partie du groupe de pouvoir élargi auraient un intérêt existentiel à la survie du régime, plus le système est solide. « De ce point de vue, l'autocratie de Vladimir Poutine est celle qui a le moins de chances de survivre », explique M^{me} Geddes. « Son élite au pouvoir est minuscule. » Certes, le président russe a créé un parti d'Etat, Russie unie, mais celui-ci n'a pas percé dans la société : « Il repose sur une construction très superficielle. Par ailleurs, toutes les personnes dont dépend réellement le pouvoir de Poutine, à savoir quelques oligarques ou responsables de la sécurité, comme le chef de la milice semi-étatique Wagner, Evgueni Prigojine, sont entièrement tributaires de sa survie. Ils sont devenus immensément riches grâce à Poutine : s'il venait à tomber, ils risqueraient de tout perdre. »

Paradoxalement, le président est actuellement aidé par un problème qui

pèse en fait sur son type de règne : la « dictature personaliste », dans laquelle tout repose sur la figure du dirigeant. Selon les recherches menées par M^{me} Geddes, de toutes les formes de pouvoir autocratique, les systèmes personalistes sont ceux dont la durée de vie est la plus courte : « Dans les systèmes personalistes, les règles fiables sont généralement peu nombreuses. Le niveau de corruption est particulièrement élevé et les agressions de la part des représentants de l'Etat sont particulièrement fréquentes. Ils sont particulièrement violents et détestés par les populations. »

Conséquence : en cas de renversement, les représentants de ces systèmes ont toutes les raisons de craindre pour leur vie ou de s'exiler. En ce qui concerne le cercle du pouvoir qui entoure Poutine, ces perspectives constituent une raison de s'accrocher au souverain. Par ailleurs, il n'existe pas non plus de véritable alternative à Poutine. C'est la raison pour laquelle, même si les chances de survie de son régime sont moins bonnes qu'ailleurs, il n'est pas non plus en grand danger.

Au cours de la dernière décennie, les autocraties ont instauré un environnement international qui leur est favorable

L'ONG américaine Freedom House

”

Une Internationale de la non-liberté

M^{me} Geddes considère que les Etats à parti unique, comme la Chine ou l'Iran, présentent une durée de vie plus longue que les systèmes personalistes. « Prenez l'exemple de l'Iran : les structures de pouvoir y sont assez similaires à celles d'un parti d'Etat », explique la politologue, « même si elles sont portées par des religieux. » L'appareil de pouvoir des imams constitue un Etat dans l'Etat qui s'imisce dans tout le pays de manière hiérarchique et permet de surveiller et de diriger la société jusque dans ses moindres recoins. Il s'agit d'un facteur de stabilité important dans les Etats à parti unique.

Autre élément : l'ordre de succession au pouvoir est relativement clair. « Le guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, a 83 ans », explique M^{me} Geddes. « Apparemment, il n'a plus

trop la main sur les affaires courantes. On assiste probablement déjà à des luttes intestines en coulisses pour sa succession. » L'Iran n'a changé qu'une seule fois de souverain, passant du fondateur du régime, Rouhollah Khomeini, à Ali Khamenei. « Les Iraniens n'ont pas encore l'habitude », analyse M^{me} Geddes. « De quoi ouvrir la porte à un réformateur, ou même à un oppresseur encore plus radical. » C'est ainsi que le changement peut se produire.

Pour leur part, les Chinois sont beaucoup plus expérimentés : « Le Parti communiste règne en Chine depuis très longtemps. Il s'agit probablement de la plus ancienne dictature. » Pour le cas où le chef de l'Etat et du parti, Xi Jinping, viendrait à décéder subitement, il existe des successeurs potentiels et une procédure bien établie pour le remplacer. L'élite y aurait tout intérêt. Elle est relativement nombreuse en Chine : le parti communiste d'Etat compte à lui seul plus de 95 millions de membres. « Au cours des dernières décennies, les dirigeants chinois ont réussi à faire émerger leur propre classe moyenne, qui profite de ce régime et le soutient », affirme M^{me} Geddes. Et d'ajouter que la Chine constitue désormais le modèle à suivre pour les autocrates du monde entier.

En fait, une sorte d'Internationale de la non-liberté a vu le jour, avec Pékin en son centre. « Au cours de la dernière décennie, les autocraties ont instauré un environnement international qui leur est favorable », explique l'ONG américaine Freedom House dans son dernier rapport annuel. « Le Parti communiste chinois joue un rôle de premier plan dans la promotion des normes autocratiques. »

Pékin soutient les autocraties de manière ciblée, à grand renfort d'argent et d'investissements, et fait la promotion de son propre modèle de gouvernement auprès des Etats partiellement démocratiques : abandon de la concurrence politique et de la transparence, et émergence de nouvelles opportunités de profit pour les élites. Pour l'instant, cette stratégie a le vent en poupe, si l'on en croit l'indice de liberté de l'ONG, cofondée par Eleanor Roosevelt.



Des protestations ont rarement suffi à renverser des dictatures : ces dernières n'échouent que lorsqu'elles perdent le soutien des élites

Barbara Geddes
Professeure à l'Université de Californie

”

Alors que des Chinois lancent des bouteilles pour protester contre le confinement instauré depuis déjà presque deux mois dans leur quartier, d'autres brandissent du papier blanc en signe de protestation contre la censure.

© MARK R. CRISTINO/EPA-EFE

L'humanité a touché le fond

Dans ses rapports annuels, l'ONG Freedom House revient sur l'évolution de la situation politique et des institutions à travers le monde. Tous les Etats sont ainsi classés dans les catégories « libre », « partiellement libre » et « non libre ». Selon les dernières conclusions de l'ONG, l'humanité a touché le fond. Selon ce rapport, 38 % de la population mondiale vivraient actuellement dans des Etats non libres. Il s'agit là du pourcentage le plus élevé depuis 1997. En revanche, seuls 20 % des personnes vivent dans des pays clairement considérés comme libres. L'an dernier, 25 pays se sont engagés sur le chemin de la démocratie, mais dans 60 autres, on a vu la liberté reculer. Parmi les principales raisons identifiées par Freedom House, citons le manque de soutien apporté par les Etats démocratiques aux pays libres et aux mouvements libertaires à travers le monde, ainsi que le manque de résistance face aux incitations autoritaires. On peut également citer le

manque de contre-pression. Cet été, un contre-projet démocratique à l'initiative d'investissement mondial de la Chine, connue sous le nom de Nouvelle route de la soie, a été proposé par le président américain Joe Biden lors du sommet du G7, mais l'initiative n'est pas encore très avancée. Certes, l'UE a depuis sanctionné quelques centaines de représentants et d'institutions des régimes russe et iranien, mais ce chiffre reste encore bien inférieur aux quelque 10.000 sanctions imposées, par exemple, par le Canada aux membres de l'élite iranienne. Une aide plus rapide pourrait venir d'initiatives de services Internationaux, comme Signal ou celle du milliardaire Elon Musk, qui mettent à la disposition des activistes iraniens des moyens de communication cryptés pour coordonner les protestations. En effet, même si le comportement des groupes influents compte davantage que le nombre de manifestants dans le maintien du régime, les élites elles-mêmes réagissent à ce qui se passe dans la rue.

Quelques heures seulement après les émeutes de Guangzhou, le gouvernement a levé le confinement en commençant par le quartier de Haizhu, où les bouteilles ont été lancées. Il est clair que les dirigeants veulent diviser les manifestants. Ils veulent dresser les opposants à la quarantaine à ceux qui réclament un changement de système. Sans doute parce que les dirigeants craignent que la défaillance de l'Etat, alliée à la soif de liberté, ne donne un cocktail explosif. Même les dictatures les plus expérimentées ne peuvent s'en prémunir. C'est en tout cas ce que l'expérience des derniers mois a montré. D.-D. B.

